

Le président du Sénat sonne la fin de l'illusion Macron

PARIS (Reuters) - Le président Les Républicains (LR) du Sénat, Gérard Larcher, a sonné jeudi la fin de "l'illusion" créée selon lui par l'élection d'Emmanuel Macron, qu'il a mis en garde contre le risque d'une rupture du lien entre pouvoir et territoires.



Le président Les Républicains du Sénat, Gérard Larcher, a sonné jeudi la fin de "l'illusion" créée selon lui par l'élection d'Emmanuel Macron, qu'il a mis en garde contre le risque d'une rupture du lien entre pouvoir et territoires. /Photo d'archives/REUTERS/Charles Platiau

"Cette rentrée ne se fait pas sous les meilleurs auspices", a lancé d'emblée le troisième personnage de l'Etat lors d'une conférence de presse, après une rentrée politique marquée par un remaniement ministériel et des attermoissements sur la mise en place du prélèvement de l'impôt à la source au 1er janvier 2019.

Pour Gérard Larcher, cette séquence "prévisible" n'est "en réalité que la conséquence d'une illusion", celle "d'un monde nouveau qui serait débarrassé des conservatismes, des pesanteurs, des arrangements d'un ancien monde qui, tel l'Atlantide, aurait disparu avec l'élection de 2017".

"Je crois que la page de l'hyper-communication, des effets d'annonce et d'un exercice solitaire du pouvoir se tourne", a-t-il lancé à l'adresse d'Emmanuel Macron, à l'Elysée depuis 16 mois. "Voici venu le temps de commencer à évaluer les résultats."

Pour étayer ses critiques, Gérard Larcher a repris pour mieux s'en détacher la formule "en même temps" chère au président.

"Prôner la République exemplaire et 'en même temps' des passe-droits inexplicables et des nominations discutables", a-t-il dit au sortir d'un été marqué par "l'affaire Benalla", du nom de l'ancien collaborateur de l'Elysée surpris en train de violenter des manifestants le 1er mai. La récente nomination de l'écrivain Philippe Besson, proche du chef de l'Etat, à la tête du consulat de France à Los Angeles a en outre suscité une polémique.

"JUSTE REPRÉSENTATION DES TERRITOIRES"

"Annoncer un pacte de confiance entre l'Etat et les territoires et 'en même temps' tenir une conférence

nationale des territoires sans les maires, les départements et les régions”, a-t-il poursuivi, en référence à la rupture entre l’exécutif et les associations d’élus après des désaccords notamment liés aux baisses de dotations aux collectivités.

Gérard Larcher, qui devait s’entretenir jeudi avec le Premier ministre Edouard Philippe, a insisté sur les risques d’une césure entre le pouvoir et les territoires.

“On ne peut pas réformer ce pays contre les territoires ou contre les élus. Ce n’est pas possible, ça ne marche pas”, a-t-il résumé.

Lors de la séance de questions-réponses, il a pris l’exemple des migrants et du cas particulier des mineurs non accompagnés qui posent des problèmes croissants aux élus locaux. L’urgence est à des mesures prises “avec humanité et courage”, a-t-il dit “si nous ne voulons pas nous réveiller italiens”.

Interrogé sur la réforme des institutions, dont le Premier ministre a annoncé mercredi la reprise l’hiver prochain au plus tard, le président du Sénat a fait part de ses doutes, puisque pas moins de 10 textes sont en souffrance à l’Assemblée.

Sur le fond, il s’est dit “disponible” pour mener à bien cette réforme tout en prévenant : “L’heure n’est plus aux menaces mais au dialogue”.

Défenseur des droits du Parlement, Gérard Larcher prône “une juste représentation de tous les territoires tout en conduisant une réduction raisonnée” du nombre de parlementaires, que l’exécutif veut amputer d’un tiers.

Source: Reuters Elizabeth Pineau, édité par Sophie Louet